

# **VENEZUELA - Les États-Unis sanctionnent 16 fonctionnaires vénézuéliens pour « obstruction d'un processus électoral présidentiel compétitif et inclusif »**

Diario de Cuba

lundi 30 septembre 2024, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

12 septembre 2024, Washington. *Au nombre des sanctionnés se trouvent des responsables du Conseil national électoral et du Tribunal suprême de justice.*

Le Bureau de contrôle des Actifs étrangers (OFAC) du Département du Trésor des États-Unis a sanctionné ce mardi 16 fonctionnaires vénézuéliens membres du réseau électoral et judiciaire du gouvernement de Nicolás Maduro. L'entité du Gouvernement des États-Unis les accuse d'« obstruction à un processus électoral présidentiel compétitif et inclusif » et de « violation des droits civiques et humains du peuple », a précisé l'organisme dans un communiqué.

Au nombre des sanctionnés se trouvent des responsables du Conseil national électoral (CNE) et du Tribunal suprême de justice (TSJ), ainsi que les « fonctionnaires militaires, de l'intelligence et du Gouvernement, responsables d'intensifier la répression par l'intimidation, les détentions indiscriminées, et la censure », a ajouté la note. Tous les fonctionnaires visés par les États-Unis ont été nommés à leurs postes par Nicolás Maduro, que l'OFAC a sanctionné en 2017.

« Les États-Unis prennent des mesures décisives contre Maduro et ses représentants en raison de la répression exercée contre le peuple vénézuélien et la négation du droit de ses citoyens à une élection libre et juste », a déclaré le sous-secrétaire au Trésor, Wally Adeyemo.

« Le département du Trésor vise des fonctionnaires clés impliqués dans les affirmations de la victoire de Maduro, frauduleuse et illégitime, et la répression brutale de la liberté d'expression après les élections, alors que la majorité des Vénézuéliens exigent un changement.

« L'administration Biden-Harris continuera à user des moyens à notre disposition pour exiger des comptes de Maduro et de ses complices et pour soutenir les aspirations démocratiques du peuple vénézuélien », a-t-il ajouté.

« Comme résultat de la mesure actuelle, tous les biens et les intérêts en biens des personnes désignées qui se trouveraient aux États-Unis ou qui auraient du personnel ou exerceraient un contrôle sur des citoyens étatsuniens sont bloqués et doivent être déclarés à l'OFAC », a dit le Département du Trésor.

Parmi les personnes visées, à qui le gouvernement des États-Unis interdit l'entrée dans le pays, se trouvent Carysilia Beatriz Rodríguez, présidente du TSJ et d'autres juges tels qu'Inocencio Antonio Figueroa Arizaleta, Malaquias Gil Rodríguez et Juan Carlos Hidalgo Pandares. Également Fanny Beatriz Márquez, vice-présidente du TSJ et membre du Conseil électoral.

Les autres personnes sanctionnées ont été Rosalba Gil Pacheco, rectrice du CNE, Antonio José Meneses, secrétaire général du CNE, Pedro José Infante, premier vice-président de l'Assemblée nationale, Domingo Antonio Hernández, Commandant stratégique opérationnel de la Force armée nationale bolivarienne (FANB) et Miguel Antonio Muñoz sous-directeur du Service bolivarien d'Intelligence (SEBIN).

Parallèlement le département d'État a imposé de nouvelles restrictions de visas sur d'autres fonctionnaires partisans de Maduro qui ont « sapé le processus électoral au Venezuela et sont responsables d'actes de répression ». « Avec l'imposition de nouvelles restrictions de visas, presque 2 000 personnes ont fait l'objet de restrictions pour leur rôle dans l'affaiblissement de la démocratie, la corruption significative et les violations des droits humains », a conclu le rapport de l'OFAC.

Peu avant ces sanctions, Maduro a annoncé la création d'une « Internationale antifasciste, anticolonialiste, anti-impérialiste » pour que, a-t-il déclaré, elle dirige les « combats présents et futurs » du régime. Le siège de « l'Internationale » sera Caracas et son comité coordinateur commencera à opérer immédiatement.

Lors d'un congrès sur le sujet à Caracas, auquel participent des fonctionnaires du régime cubain tels qu'Abel Prieto et Rosa Miriam Elizalde, Maduro a évoqué le fait que les États-Unis continuaient à projeter un magnicide », a-t-il dit. « Nous avons découvert, au cours de ce processus de dialogue, des projets pour m'assassiner, des projets violents contre des unités militaires et des centres du pouvoir politique du pays », a-t-il dit.

Maduro a affirmé ce mardi que le Venezuela fait face à une « agression internationale et une éruption fasciste », dont il a rendu responsables les États-Unis, qu'il accuse de se servir des présidentielles du 28 juillet pour monter une opération « multidimensionnelle » contre son pays.

---

Traduction française de Françoise Couëdel.

Source (espagnol) : [https://diariodecuba.com/internacional/1726158589\\_57133.html](https://diariodecuba.com/internacional/1726158589_57133.html).